

27 mai 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Prise de parole du Président de la République lors de la séquence jeunesse « Africa Forward : Creation in Motion ».

Emmanuel MACRON

Ce que vient de dire Marie-Cécile est très juste.

Ça partait d'un constat très simple. Le patrimoine culturel, ce qui permet de décrire l'histoire, [c'est] ce qui permet à la jeunesse africaine de connaître son histoire, ses racines.

Partant de là, on voit bien que quelque chose ne pouvait pas fonctionner.

On ne peut pas dire à une jeunesse : « si tu veux savoir d'où tu viens, qui tu es, il faut que tu ailles au bout du monde pour pouvoir le comprendre ». Et encore, tout ça est dispersé.

Ce que je m'étais engagé à faire en novembre 2017 à Ouagadougou, c'était de dire qu'on doit enclencher ce travail de restitution, parce que beaucoup de ces œuvres doivent revenir dans les pays où elles sont nées et où elles avaient d'ailleurs un caractère qui était souvent sacré, religieux, beaucoup plus complexe que celui ensuite qu'on lui a donné.

C'est vrai, des 26 trésors d'Abomey comme du « tambour parleur » ou du « sabre ». On pourrait parler aussi de ce qui a été fait avec Madagascar. Le travail ensuite a été fait, parce que je veux quand même rendre hommage à tous ceux qui l'ont permis, vos travaux ont beaucoup inspiré tout cela, professeur.

Mais Bénédicte Savoie et Felwine Sarr ont ensuite fait un travail, et c'était un peu ce dialogue, justement, de deux intellectuels, européens, africains. Ils ont fait tout ce travail pour dire : « comment on peut faire ces restitutions ? », « Quel en est le cadre ? ». C'est là qu'on a posé les bases intellectuelles de ce qui vient d'être parachevé.

Ils ont dit deux idées fortes — c'est un travail formidable que je vous invite à aller lire — mais ils ont dit deux choses très fortes. D'abord, il y a beaucoup d'œuvres qui ont été volées, pillées. Là, on a arraché ces œuvres, elles doivent être restituées. Ce qui donne un statut différent à ces œuvres de celles qui ont parfois été achetées, ou qui ont circulé, ou qui ont pu être données.

Je crois que c'est un cadre déjà juste, pour commencer.

La deuxième chose importante qu'ils ont dit, c'est : « ça doit enclencher le retour d'un dialogue ». Donc il faut qu'il y ait les conditions pour les préserver dans les pays où elles reviennent. Pas question de renvoyer des œuvres dans des pays où il n'y a pas de conservateurs, de curateurs, ou des bonnes conditions pour les recevoir.

On a enclenché tout ce travail. Je dirais que c'est vrai qu'un des pays qui était le plus près était le Bénin, pour beaucoup de raisons évoquées, l'expérience de 2006. Ça a été un moment formidable et très émouvant. Il y a eu tout ce travail donc qui a été fait, qui a été continué à travers les différents pays. C'est ce que vous avez évoqué, Madame la ministre, pour la Côte d'Ivoire, et ce qui a été rappelé pour le Sénégal.

Ensuite, Monsieur Martinez, qui a fait tout un travail méthodologique pour aller beaucoup plus dans le détail, et pour nous permettre de dire : au-delà du cas par cas, on doit bâtir une loi-cadre, quelles doivent en être les règles ? Et cette loi-cadre a été votée il y a quelques jours, elle a été promulguée il y a deux jours. Donc maintenant, elle s'applique.

Je voudrais un peu réconcilier les deux positions, même si je ne les crois pas si différentes, en vérité. Ce qui a été dit sur l'universalisme. Je pense que c'est tout à fait vrai ce qu'a dit Marie-Cécile. Il ne peut pas y avoir d'universalisme s'il n'y a pas un retour juste et si ces œuvres qui ont été pillées dans les conditions définies ne reviennent pas, et qu'on ne bâtit pas justement des musées particuliers sur le continent africain. Beaucoup dans des pays du Sud n'en ont pas eu, [et] ont souvent subi ces pillages, pour pouvoir, en quelque sorte, réhabiter leur propre histoire, se réapproprier leur propre histoire, et, ce faisant, former des conservatrices et des conservateurs inspirés des artistes pour pouvoir complètement repartir et se régénérer.

Une des choses sublimes qu'on a vécues, d'ailleurs, qui est une illustration de ça, a été ce qui a été fait par le Bénin en retour, qui était dans notre *Saison Africa 2020*, quand des artistes béninois sont revenus et ont, en quelque sorte, réinventé, avec des œuvres contemporaines, sur la base des 26 pièces de trésor d'Abomey qui avaient été rendues. C'était très beau parce qu'on a vu comment des artistes d'aujourd'hui, formidables, [et] plusieurs sont dans cette salle, pouvaient être inspirés par le patrimoine qu'on leur rendait et [pouvaient] créer des œuvres qui racontaient quelque chose à des publics français ou du monde entier, qui parfois ne connaissaient pas le patrimoine original, mais ça nourrit l'art contemporain. On rétablit quelque chose d'une circulation, d'un dialogue, d'une compréhension mutuelle.

Mais il y a un autre point important, c'est que, pour autant, moi, je n'ai jamais voulu dire : « on se débarrasse de tout l'art africain ou de tout l'art du Sud qu'il y a dans les musées du Nord ». Parce que je pense que c'est aussi très important de continuer d'avoir dans nos musées des pièces quand elles ont été parfois offertes, qu'elles ont circulé, qu'elles sont arrivées dans les bonnes conditions, qu'elles s'inscrivent dans un parcours et une démarche de nos musées, et qu'elles dialoguent avec d'autres musées du Sud. Ce qui va avec l'universalisme, c'est de permettre d'avoir, en quelque sorte, un universalisme qui se construit dans le Sud, par ces musées qu'on est en train de bâtir, ces conservatrices, ces conservateurs, ces artistes, mais aussi de garder des pièces que nous avons, lorsqu'elles sont dans un cadre approprié, dans les musées français, américains, britanniques ou autres.

Je n'adhère pas totalement à la démarche qui consiste à dire : « on renvoie tout comme s'il fallait se débarrasser d'un passé qui était trop compliqué ». La condition, c'est qu'on continue d'être aux côtés des pays qui sont en train de construire leurs musées, de le développer, de développer leur réseau de conservatrices, de conservateurs qui ont leurs artistes et que ce dialogue se noue. Parce qu'en effet, il y a une chose à laquelle je tiens et qui a inspiré cette démarche et qui est à la racine de notre dialogue pour ce Sommet, c'est que nous avons la conviction d'appartenir à une même aventure et une même démarche. C'est de ne pas être renvoyé, en effet, à des identités ou à des passés qu'on ne pourrait jamais digérer. C'est très important. Alors ça passe par des gestes de rétablissement, de circulation, par des gestes d'hospitalité réciproque, mais ça doit continuer à être inspiré par une vocation universaliste au Bénin, au Kenya, au Nigeria, comme à Paris, à Berlin ou à New York. Et ça, c'est très important, à mes yeux, parce que c'est ce qui permet ce dialogue universel et ce qui évite la nouvelle fracture des cultures.

J'ai voulu lancer ça en ayant lu et écouté beaucoup d'entre vous, et aussi parce qu'il y avait une jeunesse à Ouaga qui, en fait, quand elle écoutait ce discours, n'y croyait pas du tout.

Je vais être honnête avec vous, ils disaient : « d'accord, OK, il est venu nous faire *unspeech* à l'université, c'est très sympa, puis il va repartir chez lui, ça ne se fera jamais ».

Je dois reconnaître que ça ne s'est pas fait simplement. Si vous n'aviez pas été là, beaucoup d'entre vous, à vous battre pour qu'on continue d'avancer jusqu'à cette loi votée à l'unanimité, ça ne se serait jamais fait.

Parce qu'il y avait beaucoup de résistances.

Mais ce que je veux aussi vous dire pour que vous le mesuriez, c'est que cette loi était rejetée par beaucoup il y a neuf ans. Madame la ministre de la Culture est là, elle a porté ce texte dans ses derniers pas, il y a beaucoup de nos parlementaires, je suis très heureux qu'ils soient là, elle a été votée à l'unanimité.

Ce qui dit quelque chose aussi quand même du changement des esprits. C'est-à-dire qu'il y a des femmes et des hommes dans nos parlements qui, il y a neuf ans, disaient : « c'est terrible, on ne va pas faire ça ». Ils disaient : « c'est de la repentance », c'est les mots à la mode. Dès qu'on ouvre quelque chose avec les pays africains, on nous dit : c'est de la « repentance », « vous n'allez pas nous emmerder avec tout ça, c'est le passé, ne revenons pas dessus, débrouillez-vous ». Non. Tous sont revenus et tout le monde a voté ensemble. Faire cette démarche, ça réconcilie aussi des femmes et des hommes qui ne pensaient pas forcément pareil.

C'est très important, je veux que vous le mesuriez pour nous en France, parce que - Marie-Cécile en est l'incarnation entière - on a des millions de nos compatriotes qui ont cette histoire-là et qui, alors, pour certains d'entre eux, ont la chance de pouvoir aller dans les musées, en effet, en France. Mais tout le monde n'a pas la chance de pouvoir aller au musée. Il est formidable, et je vous invite à y aller, au musée du Quai Branly, au Louvre ou ailleurs.

C'est quand même très important que des jeunes d'Abidjan, de Cotonou, ou d'ailleurs sur le continent, puissent voir les grandes pièces qui ont fait leur histoire, leur patrimoine culturel, leur imaginaire, qui ont nourri d'ailleurs aussi leur religion, bien souvent, et qui retournent dans leur lieu. Mais ils retournent, comme ça a été dit, avec ces décennies passées parmi nous.

Je ne sais pas ce qui va se passer maintenant, mais c'est formidable, c'est la création à venir.

C'est vous qui allez faire vivre tout ça, c'est nous.

On va continuer, c'est juste le début d'une aventure.

Interlocuteur

Pourquoi la restitution ? Vous en avez fait une bataille personnelle dès le départ. C'était impossible. Vous l'avez dit, le discours de Ouagadougou en 2017. Au Bénin, on est tous en transe de joie quand on vous entend prononcer ces mots. En France, on ne peut pas dire que ça ne vous a valu des concerts de louanges. Ce n'était pas électoralement intéressant.

Qu'est-ce qui a fait prendre conscience de l'importance de ce combat pour la jeunesse ? Aujourd'hui, on voit que tout va changer avec cette restitution, mais personne ne pouvait le savoir en 2017.

Pourquoi vous l'avez fait ?

Interlocuteur

Comment faire en sorte que ces restitutions ne rendent pas seulement des objets, mais créent aussi du lien, un dialogue et un regard nouveau entre les jeunes africaines, voire les jeunes françaises, les jeunes africaines, voire européennes ?

Interlocuteur

La vidéo qui a suivi votre intervention de tout à l'heure s'intitule « Emmanuel Macron, de Ouagadougou à Nairobi ». Ma question, c'est après Nairobi. Ceci est véritablement historique. Comment voyez-vous la suite quand vous n'y serez plus pour veiller au dialogue et aux possibilités que cette loi-cadre ouvre ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup.

J'ai eu la chance, il y a une vingtaine d'années, quand j'étais un jeune fonctionnaire, d'aller en stage au Nigeria. Il y a beaucoup de nos frères et amis nigériens qui sont là.

Je me suis passionné pour la culture, l'histoire, pour le vaudou, d'ailleurs, c'était évoqué tout à l'heure, et je me suis aperçu que c'était très difficile, au Nigeria, d'avoir un musée ou un lieu pour comprendre...

En bon français, si je puis dire, je me suis dit : « il faut aller dans quel musée pour comprendre tout ça, dans quel endroit » ? Il y avait des gens pour me raconter, il y avait des livres à me donner, souvent d'ailleurs écrits parfois par des intellectuels nigériens. Mais ils étaient toujours allés travailler à Londres, aux États-Unis. Puis après, on m'a dit : « si tu reviens en France, il faut aller... » - le musée du Quai Branly commençait, il y avait le musée Dapper, etc- « il y a des formidables collections. Tu verras, il y a l'émission de Michel Leiris, ils ont ramené des objets ». A ce moment-là, j'ai quand même conçu la forme d'injustice, parce que je me suis souvenu de moi, enfant, et la chance que j'avais quand mes parents me disaient, pour expliquer notre histoire, qu'on allait dans le musée de ma ville, à Amiens, [et qu'on] voyait une partie de notre histoire gallo-romaine et autre. C'était la grande sortie, on pouvait aller au Louvre.

On voyait quand même quelque chose, encore, d'une violence postcoloniale, à ce qu'on ne puisse pas avoir accès à ça.

Parce qu'on me dit : « tu veux aller voir ces objets ? Va à 5 000 km de chez toi. »

C'était fou.

J'ai après lu, écouté beaucoup.

Je me suis nourri, d'ailleurs, de beaucoup de vous tous. Quand je le lance en 2017, je ne le fais pas par visée électorale en France.

Ma grande conviction, c'est que l'avenir pour la France va dépendre de beaucoup de facteurs, mais il y en a deux qui sont clés ; qu'on soit pleinement réconciliés avec notre diaspora. Je pense que notre idée profonde, notre jeunesse, beaucoup de nos compatriotes savent très profondément qui nous sommes. Nous sommes nourris par cette identité plurielle, mais le discours politique le réduit et le refuse. Je pense que cette démarche participe de dévoiler le fait que nous avons une identité plurielle. Je pense que c'est très bon pour la France à moyen terme. La deuxième chose, c'est que je pense qu'on ne peut pas être entendus dans le continent africain pour refonder un partenariat, si on continue, si on continuait sur les anciennes voies, en leur disant : « oui, oui, on va parler d'avenir ensemble, laisse tomber le passé, le franc CFA, on n'en parle pas, les restitutions d'œuvres d'art, laisse tomber, on les garde, ceci, cela, tout ce qui est mauvais, on ne le rouvre pas. »

Ça n'existe pas.

Dans un couple, si on ne rediscute pas des choses qui n'ont pas été, il y a peu de chances qu'on construise. Comme je crois que la capacité de la France et de l'Europe à bâtir avec l'Afrique est déterminante pour notre avenir, je pense que les restitutions sont une promesse pour la suite. Ce qui me permet, pour votre question, de revenir.

Je pense que c'est le début d'un échange.

D'abord, il va y avoir beaucoup d'autres restitutions qui vont continuer sur la base de cette loi-cadre, et après, dans le dialogue, beaucoup d'autres questions vont se poser. Parce que je voulais crier dès à présent. Il y a plein de pays d'intellectuels, d'artistes, de conservatrices et de conservateurs qui vont revenir avec des projets de restitution qui ne sont parfois même pas dans la loi-cadre. C'est sûr.

C'est très bien, parce que ça va être un dialogue intellectuel. Ça, ça a presque au moins autant de valeur que la restitution elle-même. Parce que ça veut dire qu'il va y avoir un questionnement constant dans les pays du continent africain de se dire « et ça, où c'est, où ça se trouve ? » de reconstituer une histoire et un fil, et dans les pays européens, américains, parfois d'ailleurs asiatiques aussi, pour quelques-uns de se dire : « quelles démarches on entreprend et comment on continue cet échange ? ». Je crois que cet échange, au-delà de l'échange académique, intellectuel et de recherche, parce que le déplacement de ces œuvres fait partie de leur histoire, raconte différemment une histoire aussi entre le continent africain et le continent européen ou d'autres continents. Ça va être comment les artistes se réapproprient tout ça. Je pense que c'est le début d'un chemin extrêmement fructueux, prolifique, auquel je crois beaucoup.

Et professeur, pour répondre à votre dernière question, c'est aussi pour ça qu'en effet, « de Ouagadougou à Nairobi », on a fait beaucoup de chemin tous ensemble. C'est votre mobilisation collective. Pour moi, c'est incroyable d'être là parmi vous, parce que je revois beaucoup de visages que je n'avais pas vus depuis des années, beaucoup de gens qui se sont battus, et même au-delà, et de choses qui sont advenues. C'est très émouvant. Mais je crois qu'on a construit quelque chose d'irréversible et d'inarrêtable parce que ce ne sont pas seulement des décisions, ce sont des mouvements.

Quand bien même arriverait en France quelqu'un qui voudrait revenir sur les restitutions, je pense qu'il n'y arriverait pas. D'abord parce qu'il y a un Parlement qui a voté à l'unanimité, et parce que ça a eu tellement de puissance que ce n'est pas possible de revenir en arrière. Même tous les gens qui font souffler les vents mauvais, qui voudraient aller vers le repli, trop tard. Ne vous emballez pas. Trop tard.

Tous ensemble, on a construit quelque chose qui est une force très profonde sur le plan culturel, intellectuel, d'innovation économique, politique, qui ne s'arrêtera pas. Pour ma part, je serai toujours là, à continuer à me battre à vos côtés, dans d'autres oripeaux, avec d'autres habits, mais au combat avec vous pour faire avancer cette cause et surtout la puissance d'innovation qu'il y a derrière.

Un grand merci.

Je pense que cette discussion était extrêmement importante.

Je voudrais ajouter que depuis Ouagadougou et Montpellier, nous avons lancé toute une série d'initiatives qui sont très importantes. Au-delà des restitutions de la *Saison Africa 2020*, et je vous demande d'applaudir très chaleureusement N'Goné Fall.

C'était le Covid à l'époque, si vous vous souvenez, mais pour la première fois à Paris, endroit symbolique en France, nous avons pu réunir des innovateurs, des artistes, pour qu'ils puissent échanger et créer ensemble.

La *Saison Africa 2020* a été un énorme pôle de créativité et d'innovation pour l'art, les technologies, la culture, l'économie et ceci partout dans des endroits symboliques avec des artistes émergents et également établis. Ça a complètement transformé les relations entre l'Afrique et la France. Et nous avons créé, avec MansA [Maison des Mondes Africains], cette série de relations avec Paris, Nairobi et dans d'autres endroits également. Nous avons promu des artistes de France, français, du continent africain. Je vous invite d'ailleurs à visiter ce qu'a fait MansA à l'université. C'est une vitrine idéale de cette création africaine. C'est le balbutiement, le début de cette *Saison Africa 2020*. Nous avons lancé très clairement toute une série d'initiatives extrêmement importantes, et des milliers d'artistes ont porté ce projet partout sur le continent africain.

Il y a plus de 1 000 artistes aujourd'hui qui travaillent sur le continent africain. Ce sont des artistes français et africains au sein de *Create* [Création Africa] et grâce à l'Institut et de ses équipes, avec l'aide de nos ambassades, de l'Alliance française également parfois, nous avons pu organiser des résidences d'artistes dans le cadre du programme et nous en créerons d'autres dans la ville du Cap et au Bénin, merci aussi, Marie-Cécile, pour ça. C'est un processus en cours pour vraiment soutenir ce programme de création.

Nous avons un autre bébé. Alors, nous ne sommes plus en attente de la naissance. Il existe.

À Montpellier, on a décidé de créer MansA. Pour établir des liens encore plus forts entre le continent africain et la France. C'est pour ça que nous avons décidé de lancer toute une série d'initiatives.

Avec la *Cinémathèque Afrique*, on va élargir le programme pour faire poindre l'accès à tout le portefeuille de films africains sur des plateformes, en France, TV5Monde, bien entendu, ou pour des chaînes internationales. On va élargir l'accès [à la *Cinémathèque Afrique*].

Je remercie vraiment très chaleureusement toutes les équipes, parce que ça va permettre à de nombreuses personnes d'avoir accès au catalogue de films africains, avec d'autres partenaires : l'Arabie saoudite, le Luxembourg, la Belgique, et d'autres partenaires. Le Centre National du Cinéma, le CNC en France a un programme d'un million d'euros afin d'investir dans le cinéma africain et la créativité africaine.

Nous allons également soutenir un certain nombre d'initiatives privées. On a des partenariats entre la Côte d'Ivoire et la France qui travaillent ensemble, Madame la ministre, pour soutenir et suivre certains programmes, et non pas seulement pour créer des cinématiques, mais également pour former davantage de personnes au cinéma et pour leur permettre de faire grandir le cinéma sur le continent africain.

Nous avons donc toute une série d'initiatives pour le continent africain pour la Cinémathèque d'Afrique, le programme avec le CNC, et également des initiatives privées comme celle mentionnée par Abderrahman.

Enfin, à Montpellier, nous avons déclaré que nous allions lancer une maison des arts africains et des cultures, et c'est devenu la MansA, la maison, « *The place to be* » l'endroit où se trouver.

Il y a MansA et d'autres endroits qui soutiennent la création en Afrique.

Maintenant, nous allons lancer une nouvelle phase.

Nous travaillerons ensemble, étroitement, avec la mairie de Paris, le ministère de la Culture, afin de promouvoir dans les endroits les plus emblématiques : le Théâtre de la Ville à Paris, le Théâtre du Châtelet, le Palais de Chaillot, le Comptoir de Paris, tous les endroits les plus célèbres, pour promouvoir les programmes de MansA, voir des artistes et des Africains et Français qui se produisent ensemble dans les endroits les plus prestigieux.

Nous voulons également qu'il y ait un endroit spécifique consacré à cela.

Vraiment un endroit où les gens peuvent se réunir et créer.

Je souhaite remercier le ministre de la Culture, l'équipe du ministère de la Culture, du ministère des Affaires étrangères et toutes ses équipes. Car nous avons trouvé un endroit, Avenue d'Iéna, très près de la Tour Eiffel. Ce sera un endroit unique en ce genre.

Il y avait une présence franco-allemande. Aujourd'hui, il y aura une présence franco-africaine, et c'est MansA qui permettra avec nous de créer ce lieu. Je souhaiterais, bien entendu, soutenir le travail de Liz et de son équipe et la féliciter, parce que c'est vraiment une combattante.

Ce sont tous des combattants. Mais ce ne serait pas possible sans tous les bailleurs de fonds et sans une immense mobilisation.

Les bailleurs de fonds seront co-présidents Meridiam, le Docteur Rabiou également.

Ce sera une équipe franco-nigérienne, une équipe franco-africaine. C'est un appel à l'action pour vous également.

On a besoin de votre aide, [de] vos fonds pour rendre ce projet possible et encore plus grand. C'est le début d'une nouvelle phase et d'une nouvelle ère et nous ne nous arrêterons jamais.

Merci beaucoup.